



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-142763>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-142763**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : TRAVAUX DE SIGNALISATION HORIZONTALE DES ROUTES DU TERRITOIRE METROPOLITAIN

**Description** : La présente consultation est lancée suivant la procédure : Appel d'offres ouvert articles R.21242 1° et R.21612 à 5 du Code de la commande publique. La consultation a pour objet : Travaux de signalisation horizontale du réseau routier et de l'ensemble des domaines gérés du territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur. Cet accord-cadre à bons de commande est décomposé en 3 lots : - Lot 1 : Travaux de signalisation horizontale du réseau routier des territoires "Rive Droite du Var" et "Collines et Littoral Est" - Lot 2 : Travaux de signalisation horizontale du réseau routier des territoires "Tinée" et "Vésubie" - Lot 3 : Travaux de signalisation horizontale du réseau routier de la commune de Nice.

**Identifiant de la procédure** : 4e9d61c1-64a0-40ba-ab22-9c9893076660

**Avis précédent** : 9b2147ac-b910-4710-98b3-bbab219f4cb9-01

**Identifiant interne** : 25N0045

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45233221 Travaux de marquage routier

### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur

**Ville :** Nice Cedex 1

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Travaux de signalisation horizontale du réseau routier des territoires "Rive Droite du Var" et "Collines et Littoral Est"

**Description :** Accord-cadre à bons de commande : Mini 450000,00 Euros HT Maxi : 3 000 000,00 Euros H.T. Estimation de l'administration HT : 810 003.85 Euros (établie sur une durée de 12 mois) Durée (hors reconduction) : 12 mois Nombre de reconductions éventuelles : 3 Début du marché : À la notification du contrat. Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans le bon de commande ou le cas échéant dans le C.C.T.P.

**Identifiant interne :** 25N0045\_1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv ):** 45233221 Travaux de marquage routier

**Options :**

**Description des options :** Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.21941 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.21227 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.21231 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur

**Ville :** Nice

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée : 48 Mois**

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements : 3**

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 810,003 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 12,000,000 Euro**

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** Clauses sociales : L'acheteur dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article R.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution le volume de travail suivant : 300 heure(s). Elément nécessaires à la sélection des candidatures : Liste des travaux / attestations : Présentation d'une liste de travaux effectués au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Chiffres d'affaires plusieurs exercices : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Qualification FNTF 3712 et FNTF 3713 pour le détail cf. article 6.1.2 Le candidat retenu, la société AGILIS a proposé un montant prévisionnel au BPU de : 533 897.00 euro(s) HT. Date de conclusion du contrat : 27/11/2025. Modalités de consultation du contrat : le contrat est consultable, dans le respect des secrets protégés par la loi, à la direction des contrats publics sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Nice Côte d'azur. Possibilité d'introduire un recours de plein contentieux et un recours pour excès de pouvoir, contre les décisions faisant grief dans les deux mois à compter de leur publication ou leur notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, ces deux recours pouvant être assortis d'un référé suspension prévu à l'article L 521-1 du code de justice administrative. Possibilité d'exercer un recours contre la validité du contrat notifié le 28/11/2025 dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent avis d'attribution valant publicité de la décision de signer. Vous pourrez consulter ce contrat à la Direction de la Commande Publique - 1 /3 route de grenoble- le connexio - 06364 Nice Cedex 04 - 4ème étage Tél. +33. 04.97.13.44.70 Fax +33.04.97.13.29.19 Mail noura.fabre@nicecotedazur.org.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Le prix

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 50

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Organisationnel

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 30

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Environnemental

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 20

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Nice

**Informations relatives aux délais de recours :** Tribunal administratif de Nice Informations relatives aux délais de recours: 1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn et Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 1521 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 5573 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Nice

**Organisation qui signe le marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Travaux de signalisation horizontale du réseau routier des territoires "Tinée" et "Vésubie"

**Description :** Accord-cadre à bons de commande : Mini 100 000,00 Euros HT Maxi : 1 000 000,00 Euros H.T. Estimation de l'administration HT : 407 869.00 Euros (établie sur une durée de 12 mois) Durée (hors reconduction) : 12 mois Nombre de reconductions éventuelles : 3 Début du marché : À la notification du contrat. Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans le bon de commande ou le cas échéant dans le C.C.T.P.

**Identifiant interne :** 25N0045\_2

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv ):** 45233221 Travaux de marquage routier

**Options :**

**Description des options :** Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.21941 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.21227 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.21231 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur

**Ville :** Nice Cedex 1

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

##### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 Mois

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 407,869 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 4,000,000 Euro**

### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** Clauses sociales : L'acheteur dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article R.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution le volume de travail suivant : 150 heure(s). Éléments nécessaires à la sélection des candidatures Liste des travaux / attestations : Présentation d'une liste de travaux effectués au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Le candidat retenu, la société AGILIS a proposé un montant prévisionnel au BPU de : 253 511.00 euro(s) HT. Date de conclusion du contrat : 27/11/2025. Modalités de consultation du contrat : le contrat est consultable, dans le respect des secrets protégés par la loi, à la direction des contrats publics sur demande écrite adressée au Président Chiffres d'affaires plusieurs exercices : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Qualification FNTP 3712 et FNTP 3713 pour le détail cf. article 6.1.2. Le candidat retenu, la société AGILIS a proposé un montant prévisionnel au BPU de : 253 511.00 euro(s) HT. Date de conclusion du contrat : 27/11/2025. Modalités de consultation du contrat : le contrat est consultable, dans le respect des secrets protégés par la loi, à la direction des contrats publics sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Nice Côte d'azur. Possibilité d'introduire un recours de plein contentieux et un recours pour excès de pouvoir, contre les décisions faisant grief dans les deux mois à compter de leur publication ou leur notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, ces deux recours pouvant être assortis d'un référé suspension prévu à l'article L 521-1 du code de justice administrative. Possibilité d'exercer un recours contre la validité du contrat notifié le 28/11/2025 dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent avis d'attribution valant publicité de la décision de signer. Vous pourrez consulter ce contrat à la Direction de la Commande Publique - 1 /3 route de grenoble- le connexio - 06364 Nice Cedex 04 - 4ème étage Tél. +33. 04.97.13.44.70 Fax +33.04.97.13.29.19 Mail noura.fabre@nicedotedazur.org.

### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Le prix

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 50

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Organisationnel

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 30

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Environnemental

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 20

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Nice

**Informations relatives aux délais de recours :** Tribunal administratif de Nice Informations relatives aux délais de recours: 1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn et Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 1521 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 5573 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Nice

**Organisation qui signe le marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

**Titre :** Travaux de signalisation horizontale du réseau routier de la commune de Nice

**Description :** Le marché est passé en groupement de commandes entre la ville de Nice et la Métropole Nice Côte d'Azur. La Métropole Nice Côte d'Azur est coordonnateur du groupement de commandes. Accord-cadre à bons de commande : Mini 400 000,00 Euros HT Maxi : 2 500 000,00 Euros H.T. Estimation de l'administration HT : 1 173 585.00 Euros (établie sur une durée de 12 mois) La répartition financière est la suivante : Métropole Nice Côte d'Azur : - Montant minimum : 400 000,00 Euros HT. - Montant maximum : 2 200 000,00 000,00 Euros HT. Ville de Nice : - Montant minimum : 0,00 Euros HT. - Montant maximum : 300 000,00 Euros HT. Durée (hors reconduction) : 12 mois Nombre de reconductions éventuelles : 3 Début du marché : À la notification du contrat. Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans le bon de commande ou le cas échéant dans le C.C.T.P.

**Identifiant interne :** 25N0045\_3

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv ):** 45233221 Travaux de marquage routier

**Options :**

**Description des options :** Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.21941 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.21227 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.21231 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur

**Ville :** Nice

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

##### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 Mois

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 1,173,585 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 10,000,000 Euro**

### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** Clauses sociales : L'acheteur dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article R.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution le volume de travail suivant : 450 heure(s). Éléments nécessaires à la sélection des candidatures Liste des travaux / attestations : Présentation d'une liste de travaux effectués au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Chiffres d'affaires plusieurs exercices : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Qualification FNTF 3712 et FNTF 3713 pour le détail cf. article 6.1.2. Le candidat retenu, la société AGILIS a proposé un montant prévisionnel au BPU de : 718 530.00 euro(s) HT. Date de conclusion du contrat : 27/11/2025. Modalités de consultation du contrat : le contrat est consultable, dans le respect des secrets protégés par la loi, à la direction des contrats publics sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Nice Côte d'azur. Possibilité d'introduire un recours de plein contentieux et un recours pour excès de pouvoir, contre les décisions faisant grief dans les deux mois à compter de leur publication ou leur notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, ces deux recours pouvant être assortis d'un référé suspension prévu à l'article L 521-1 du code de justice administrative. Possibilité d'exercer un recours contre la validité du contrat notifié le 28/11/2025 dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent avis d'attribution valant publicité de la décision de signer. Vous pourrez consulter ce contrat à la Direction de la Commande Publique - 1 /3 route de grenoble- le connexio - 06364 Nice Cedex 04 - 4ème étage Tél. +33. 04.97.13.44.70 Fax +33.04.97.13.29.19 Mail noura.fabre@nicedotazur.org.

### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Le prix

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 50

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Organisationnel

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 30

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Environnemental

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 20

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Nice

**Informations relatives aux délais de recours :** Tribunal administratif de Nice Informations relatives aux délais de recours: 1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn et Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 1521 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 5573 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Nice

**Organisation qui signe le marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

## **Section 6 - Résultats**

**Valeur maximale des accords-cadres dans cet avis :** 26,000,000 Euro

**6.1 Résultat – Identifiants des lots :** LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 12,000,000 Euro

**6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel :** AGILIS

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** AGILIS

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0001

**Valeur de l'offre :** 533,897 Euro

**L'offre a été classée :** oui

**Place sur la liste des lauréats :** 1

**L'offre est une variante :** non

**Sous-traitance :** Non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** 25N0045-01

**Date de conclusion du marché :** 28/11/2025

**Organisation qui signe le marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 4

**6.1 Résultat – Identifiants des lots :** LOT-0002

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 4,000,000 Euro

**6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel :** AGILIS

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** AGILIS

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0002

**Valeur de l'offre :** 253,511 Euro

**L'offre a été classée :** oui

**Place sur la liste des lauréats :** 1

**L'offre est une variante :** non

**Sous-traitance :** Non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** 25N0045-02

**Date de conclusion du marché :** 28/11/2025

**Organisation qui signe le marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 4

**6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0003**

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 10,000,000 Euro

**6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel :** AGILIS

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** AGILIS

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0003

**Valeur de l'offre :** 718,530 Euro

**L'offre a été classée :** oui

**Place sur la liste des lauréats :** 1

**L'offre est une variante :** oui

**Sous-traitance :** Non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** 25N0045-03

**Date de conclusion du marché :** 28/11/2025

**Organisation qui signe le marché :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 4

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

**Numéro d'enregistrement :** 20003019500115

**Adresse postale :** 5 rue de l'hotel de ville

**Ville :** Nice

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** dao@nicecotedazur.org

**Téléphone :** 0497132000

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui signe le marché**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Nice

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Adresse postale :** 18 avenue des fleurs CS 61039

**Ville :** NICE

**Code postal :** 06050

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique** : greffe.tanice@juradm.fr

**Adresse internet** : <http://nice.tribunaladministratif.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunaladministratif.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : AGILIS

**Taille de l'opérateur économique** : Grande

**Numéro d'enregistrement** : 443 222 328 00025

**Adresse postale** : ZA LA CIGALIERE IV 245 ALL DU SIROCCO

**Ville** : LE THOR

**Code postal** : 84250

**Subdivision pays (NUTS)** : Vaucluse ( FRL06 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : etudes@agilis.net

**Téléphone** : 0490226540

**Adresse internet** : <http://agilis.net>

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots** : LOT-0001, LOT-0002, LOT-0003

#### Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : c50871f5-e85b-4dbb-8720-22d931d20b7c - 01

**Type de formulaire** : Résultats

**Type d'avis** : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 29/12/2025 à 13:54

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 29/12/2025